

JUIN - JUILLET 2015

Le Monde *diplomatique*



PHOTOGRAPHIE : STEPHEN WILKES

TAFTA, CETA, TISA...

LIBRE-ÉCHANGE LA DÉFERLANTE

M 02796 - 141 - F: 8,50 € - RD



8,50 EUROS FRANCE MÉTROPOLITAINE
AFRIQUE CFA 5500 F CFA • ALLEMAGNE 8,90 € • ANTIILLES-RÉUNION 8,90 € • AUTRICHE 8,90 € • BELGIQUE 8,90 € • CANADA 12,75 \$ CAN • ESPAGNE 8,90 € • ÉTATS-UNIS 13,50 \$ US
GRANDE-BRETAGNE 7,95 £ • JAPON 1600 ¥ • ITALIE 8,90 € • LIBAN 16500,00 LBP • LUXEMBOURG 8,90 € • MAROC 85,00 DH • PAYS-BAS 8,90 € • PORTUGAL CONT. 8,90 € • SUISSE 13,80 CHF • TOM AVION 1700 XPF • TUNISIE 11,90 DT

Manière de voir

Le Monde *diplomatique*

Numéro 141. Bimestriel. Juin-Juillet 2015

4 Un bâton dans la roue. – Pierre Rimbert

I. Nouvelle vague

5

- 6 Ce typhon qui menace les peuples. – Lori M. Wallach
12 Mondialisation heureuse, mode d'emploi.
– Raoul Marc Jennar et Renaud Lambert
14 Groupés face au spectre chinois. – Serge Halimi
16 Ces obstacles qui barrent l'autoroute du bonheur. – Yes Men
18 Des tribunaux pour détroisser les États.
– Benoît Bréville et Martine Bulard
22 La machine à coudre du monde. – Olivier Cyran
27 Cinquante nuances de libéralisation. – R. M. J.
30 Le Far West asiatique. – M. B.
34 Le baiser de la mort de l'Europe à l'Afrique.
– Jacques Berthelot

2. Perseverare diabolicum

37

- 38 Et le Paraguay découvrit le libre-échange. – R. L.
40 Asie, le retour. – Philip S. Golub
42 Les guerres de l'opium revisitées. – Alain Roux
44 Napoléon III contre les « moutons français ».
– Antoine Schwartz
48 L'Union européenne, un super marché. – Jean Monnet
50 Tisser ensemble un monde meilleur. – Yes Men
52 « The Economist », un journal pour la cause.
– Alexander Zevin
57 Un village néo-zélandais à l'heure du marché – S. H.
60 Les bronzés au secours du Sud ? – Gilles Caire
62 La mondialisation contre l'écologie. – Laurence Tubiana
64 Alena, des mots magiques, des mots tactiques...
66 En Tunisie, la mise à niveau pour faire passer la pilule
de l'ouverture. – Akram Belkaid

3. De la résistance à la reconquête

69

- 70 Le jour où le Sud se rebiffa. – Agnès Sinai
73 Un protectionnisme altruiste – Bernard Cassen
77 Quand Keynes pensait un autre monde. – Susan George
82 Un bref instant de lucidité. – Yes Men
86 Le plan de Lagos. – Anne-Cécile Robert
88 La démondialisation et ses ennemis. – Frédéric Lordon
93 « Bon, d'accord. Mais que faire ? » – Collectif



Stephen Wilkes – « Du jour à la nuit »,
Times Square, New York, États-Unis, 2009.

Libre-échange, la déferlante

Numéro coordonné
par Pierre Rimbert

Edition :
Olivier Pironet

Iconographie

Ce numéro est accompagné de photographies de :

Stephen Wilkes
www.stephenwilkes.com

Sophie Gerrard (son travail sera exposé à la Galerie nationale d'Ecosse, à Edimbourg, lors de l'exposition collective « Document Scotland: The ties that bind » du 26 septembre 2015 au 24 avril 2016).
www.sophiegerrard.com

Olmo Calvo
www.olmocalvo.com

Yes Men

Andy Bichlbaum, Mike Bonanno et leurs complices conjuguent performances et militantisme avec d'irrésistibles canulars qui prennent les institutions à leur propre jeu. Les extraits présentés pages 16-17, 50-51, 82-83 sont tirés de leur ouvrage *Les Yes Men. Comment démasquer l'imposture néolibérale en s'amusant un peu*, paru en 2005 aux éditions La Découverte. (© La Découverte.)

Extraits

- Des principes de l'économie politique et de l'impôt.*
David Ricardo 26
Pétition des fabricants de chandelles. Frédéric Bastiat 47

Cartographie

- Groupés face au spectre chinois. – Cécile Marin 14-15
Règlement des différends sur l'investissement.
– Agnès Stienne 20
Comment ne pas payer le travail au juste prix.
– Cécile Marin 84-85

Documentation

Olivier Pironet avec Nina Gasol

- Chronologie 11, 32-33, 36, 66, 68, 72, 81
Bibliographie 24, 56, 90
Sur la Toile 9, 46, 79

Les articles publiés dans ce numéro – à l'exception de cinq inédits – sont déjà parus dans *Le Monde diplomatique*. La plupart ont fait l'objet d'une actualisation, et leur titre a souvent été modifié. La date de première publication ainsi que les titres originaux figurent en page 98.

Tisser ensemble



M. Hank Hardy, l'un des fondateurs de l'Association des producteurs de coton.

Cette conférence fut prononcée par M. Hank Hardy, l'un des fondateurs de l'Association des producteurs de coton, en Finlande, le 18 août 1901. L'association était constituée par des planteurs de coton, hommes et femmes d'affaires, hauts fonctionnaires et universitaires représentant tous les secteurs industriels, de la recherche médicale aux ornements. Vous en présentons ici quelques extraits.

CEST UN HONNEUR que d'être ici, à Tampere, et de pouvoir m'adresser aux plus distingués intellectuels de la terre d'aujourd'hui. Si j'observe ce que vous êtes, vous sentez que nous sommes en train de nous présenter dans la salle les hommes les plus distingués de l'évent-garde de la satisfaction des désirs du consommateur. J'aperçois aussi des membres de l'Association canadienne, de l'Union et d'autres institutions diverses. Je vois aussi des professeurs représentant d'importantes universités qui marquent vers un avenir de prospérité dans la main avec leurs professeurs industriels, pour développer de nouvelles machines textiles qui seront mises sur le marché au service des profits et du progrès.

Je suis sûr que vous avez une excellente expression de votre sympathie et de votre intérêt à quel point vous êtes désireux de résoudre les grands problèmes de l'industrie textile contemporaine. (..)

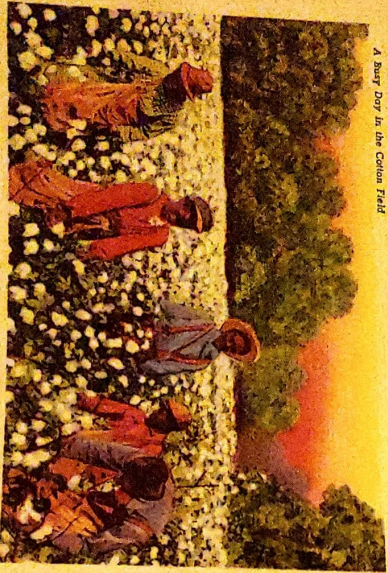
POURQUOI LES OUVRIERS SONT-ILS UN PROBLÈME ?

Quelle est l'origine du problème de la gestion de la main-d'œuvre ? Avant d'en devenir la solution, le substantiel est d'explorer brièvement la genèse et l'histoire. Nous procéderons par étapes, de l'époque de la main-d'œuvre préindustrielle à celle de l'implication de force de travail, de l'importation de

force de travail à celle de la délocalisation de la main-d'œuvre, et enfin de la délocalisation en général à une délocalisation vraiment efficace, nous savons l'époque actuelle. Et, comme par hasard, nous allons constater qu'à chaque époque, il y a eu un problème à résoudre. (..)

À l'ère des années 1800 aux États-Unis, la perte du sol était évitable. Il venait de perdre la propriété de l'agriculture de coton qui lui permettait de mener les semences de coton et de fibres à la région de son passé préindustriel. Des centaines de milliers de travailleurs, sans emploi dans leur pays d'origine, bénéficieraient d'une occupation utile dans l'industrie textile.

529



A. Burt Dow, Jr. in the Cotton Field

Le Nord profitait de sa position dominante au sein de l'Union pour exploiter les propriétaires agricoles et nier leur liberté de produire au meilleur coût, ces derniers en étaient évidemment furieux. Vous savez, vous ne savez pas du tout comment si on n'a ni votre liberté de choix ? C'est ainsi que la pratique marquée abusive du Nord entraînait un système de marché parfaitement rationnel dans la spirale de la guerre, une guerre horriblement lucrative.

DOT-ON VRAIMENT L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ? A LA GUERRE DE SÉCESSION ?

Il est vrai que certains apologistes de la guerre de Sécession prétendent que celle-ci, malgré tous ses défauts, a tout de même entraîné l'émancipation légale du phénomène de l'importation forcée de main-d'œuvre. Nous ne nierons pas que ce modèle de gestion de la force de travail était tout à fait regrettable, et je suis moi-même un abolitionniste. Il est évident qu'il ne serait très certainement arrivé à un résultat, à savoir le remplacement de l'esclavage par des ressources humaines plus « propres », si on avait laissé le marché fonctionner sans entraves.

Pour prouver que tu en es bien ainsi, je vous invite à participer à ce que Albert Einstein appelle une petite « expérience mentale ». Supposons que l'importation forcée de main-d'œuvre ne soit pas illégale, que l'esclavage existe toujours et qu'il soit relativement facile de posséder un esclave. A votre avis, quel serait le niveau de rentabilité de l'emploi d'un esclave – de nos jours, à Tampere, par exemple ?

un monde meilleur



Le Mahatma Gandhi en train de louer, vers la fin des années 1920.

Vous en avez un peu... Un vêtement produit en Finlande coûte minimum 50 dollars. Deux repas chez McDonald's reviennent à peu près à 10 dollars. Un logement, même le plus exigé et le moins cher possible, coûte probablement 250 dollars par mois. Pour vous exclure puisse travailler correctement, vous avez à payer ses soins – si son pays d'origine souffre d'une forte pollution, ça risque de vous coûter très cher. Et, bien entendu, vu la législation sur le travail des enfants, la main-d'œuvre juvénile est pratiquement inaccessible.

Maintenant, imaginez que votre esclave reste chez lui – mettons au Gabon. Dans ce pays, pour 10 dollars, ce ne sont pas deux repas que vous pouvez lui offrir, mais tous ses repas pendant deux semaines. Pour 250 dollars, vous pouvez le loger pendant deux ans, pas pendant seulement un mois. Et avec 50 dollars, vous l'habillez de pied en cap pour toute la durée de son existence ! De même, le coût des soins est tout à fait minime. Et, pour couronner le tout, il n'y a pas de limite d'âge pour occuper un emploi.

Mais celui qui profite le plus de la délocalisation de travail, c'est l'esclave lui-même, vu qu'au Gabon vous n'avez plus besoin de le priver de sa liberté ! Et ce essentiellement parce que vous n'avez plus à récupérer votre investissement initial en frais d'importation, et que la perte potentielle liée à une possible fuite se limite au coût de la formation rudimentaire que vous lui avez offerte.

Par conséquent, l'esclave peut jouer de sa liberté et, au lieu d'un esclave, vous avez un salarié ! Autre facteur extrêmement positif pour le moral de vos esclaves – de vos salariés ! – ils peuvent se payer le loyer de rester dans leur environnement naturel, et ils n'ont pas besoin d'émigrer vers des horizons lointains où ils risqueraient d'être victimes de désagréments tels que le mal du pays ou le racisme.

Il apparaît donc clairement que si le Nord et le Sud avaient simplement laissé fonctionner librement le marché, ils n'auraient de toute façon pas tardé à abandonner l'esclavage au profit d'un système plus efficace. (..)

La Grande-Bretagne du XIX^e siècle, tout comme le sud des États-Unis, traversait une ère de prospérité sans précédent. Grâce à l'invention du métier à filer, l'argent coulait à flots. La liberté s'épanouissait et les perspectives étaient plus que prometteuses. Tout comme l'émergence de coton avait facilité la transformation industrielle du coton brut du Sud, le métier à filer britannique permettait de transformer le coton industriel en produits finis, et la Grande-Bretagne était devenue un gigantesque atelier de production de textiles en série.

Comme dans le Sud, tout ce dont le pays avait besoin, c'était d'une main-d'œuvre capable de fabriquer le matériel brut requis par cette nouvelle technologie. Les Britanniques choisirent une approche innovatrice : au lieu d'importer à grands frais des travailleurs d'outre-mer, comme l'avait fait le Sud, ils délocalisèrent la production chez les travailleurs en Inde.

LES PROBLÈMES DE LA DÉLOCALISATION

Évidemment, dès le départ, ça a posé pas mal de problèmes. Pendant des milliers d'années, l'Inde avait fabriqué les meilleurs produits textiles du monde, et les travailleurs se sentaient passablement humiliés d'être réduits à fournir des matériaux bruts pour l'industrie britannique.

Un des principaux facteurs de trouble était Mohandas Gandhi, un hindouiste plutôt sympathique et bien intentionné qui voulait aider ses compatriotes, mais qui ne comprenait pas les avantages de l'ouverture des marchés et du libre-échange. Gandhi croyait qu'en « comptant sur ses propres forces » – soit, en réalité, en restaurant le protectionnisme – l'Inde pouvait prospérer et renouer avec ses traditions textiles d'antan.

Ces idées passablement naïves devinrent extrêmement populaires, et une grande partie des habitants de l'Inde se soulevèrent contre le système de management britannique. Les Britanniques furent même finalement obligés de quitter le sous-continent !

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette expérience malheureuse ? Il apparaît clairement qu'en Inde le principal problème était l'absence de commu-

nication entre le management et les travailleurs. Pour-tant, quelques ajustements mineurs auraient permis aux Britanniques de maintenir l'Inde sur la voie de la modernité.

Il apparaît clairement qu'en Inde le principal problème était l'absence de communication entre le management et les travailleurs.

Ainsi, par exemple, une des initiatives de Gandhi et de ses partisans antimonopolistes était de fabriquer leurs propres vêtements à domicile, action que symbolisait leur autonomie par rapport au commerce du coton, qui les percevait comme une oppression. Et bien, comme n'importe quel étudiant en gestion pourrait vous l'expliquer, si les employeurs britanniques avaient su intégrer les préoccupations de leurs salariés indiens, ils auraient pu trouver une solution appropriée – comme, par exemple, produire une ligne de vêtements imitant le style artisanal traditionnel tant prisé par les Indiens. D'ailleurs, de nos jours, on trouve ce genre de vêtements dans des catalogues de produits exotiques et new age du genre Piercingport. Mais, bien entendu, ce n'était pas la solution conceptuellement aux Britanniques de l'époque, c'est pourquoi ils n'en ont rien fait. (..)

La situation est étrange : une bonne partie de la population mondiale souffre d'une hypersensibilité un peu fébrile face à ce qu'elle croit être les problèmes de la mondialisation. En quelque sorte, le syndrome de Gandhi est devenu une pathologie quasi universelle qui peut déboucher sur des réactions tout à fait extrêmes. Il nous faut donc mobiliser toutes les ressources à notre disposition pour donner un coup de pouce au marché et aider les entreprises, pour nous assurer que tout fonctionne pour le mieux, dans la société comme dans la nature.

Cette conférence est l'un des nombreux canulars réalisés par le collectif des Yes Men. Au début des années 2000, ils invitèrent à plusieurs réunions économiques où ils présentèrent leur « expertise » devant un public ébloué. Leurs performances sont visionnables sur : <http://theyesmen.org/>

Tisser ensemble

C'EST UN HONNEUR que d'être ici, à Tampere, et de pouvoir m'adresser aux plus distingués textiliens de la planète aujourd'hui. Si j'observe la mer de visages qui me fait face, je vois que sont présents dans la salle les éminents représentants d'entreprises comme Dow, Denkendorf, Lenzing, toutes à l'avant-garde de la satisfaction des désirs du consommateur. J'aperçois aussi des membres de la Commission européenne, d'Euratex et d'autres institutions de premier plan qui s'efforcent de faciliter les choses aux entreprises. Je vois aussi des professeurs représentant d'importantes universités qui marchent vers un avenir de prospérité main dans la main avec leurs partenaires industriels, pour développer de formidables innovations textiles qui seront mises sur le marché au service des profits et du progrès.

Je lis sur vos visages une touchante expression de curiosité enfantine qui démontre à quel point vous êtes désireux d'aborder les grands problèmes de l'industrie textile contemporaine. (...)

POURQUOI LES OUVRIERS SONT-ILS UN PROBLÈME ?

Quelle est l'origine du problème de la gestion de la main-d'œuvre ? Avant d'en dévoiler la solution, je souhaiterais en explorer brièvement la genèse et l'histoire. Nous procéderons par étapes, de l'époque de la main-d'œuvre préindustrielle à celle de l'importation de force de travail, de l'importation de



M. Hank Hardy Unruh, expert de l'Organisation mondiale du commerce.

force de travail à celle de la délocalisation de la main-d'œuvre, et enfin de la délocalisation en général à une délocalisation vraiment efficace – à savoir l'époque actuelle. Et, comme par hasard, nous allons constater qu'à chaque étape de cette évolution l'industrie textile a joué un rôle central. (...)

À l'orée des années 1860 aux Etats-Unis, la prospérité du Sud était exceptionnelle. Il venait de bénéficier de l'invention de l'égreneuse de coton, qui lui permit de trier les semences de coton et de libérer la région de son passé préindustriel. Des centaines de milliers de travailleurs, sans emploi dans leur pays d'origine, bénéficièrent d'une occupation utile dans l'industrie textile.

Il n'y avait guère qu'une ombre à ce plaisant tableau de liberté et de prospérité... vous l'avez deviné : c'était la présence du Nord.

Cette conférence fut prononcée par M. Hank Hardy Unruh en ouverture du séminaire sur « Les textiles du futur » organisé par l'université de Tampere, en Finlande, du 18 au 21 août 2001. L'assistance était constituée par cent cinquante chercheurs, hommes et femmes d'affaires, hauts fonctionnaires et universitaires représentant toute une gamme de secteurs industriels, de la recherche médicale aux armements. Nous en présentons ici quelques extraits.

Le Sud, comme il se doit, souhaitait acquérir des équipements industriels au meilleur prix et vendre son coton brut au plus offrant, c'est-à-dire à la Grande-Bretagne. Mais le Nord ne l'entendait pas de cette oreille et décida que le Sud ne pouvait pas s'autoriser cette liberté, et qu'il devait au contraire commercer avec le Nord, et rien qu'avec le Nord.

Le Nord profitait de sa position dominante au sein de l'Union pour exploiter les propriétaires terriens sudistes et nier leur liberté de produire au meilleur coût ; ces derniers en étaient évidemment fort mécontents. Vous aussi, vous ne seriez pas du tout contents si on niait votre liberté de choix ! C'est ainsi que les pratiques tarifaires abusives du Nord entraînèrent un système de marché parfaitement rationnel dans la spirale de la guerre, une guerre horriblement peu lucrative.

DOIT-ON VRAIMENT L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE À LA GUERRE DE SÉCESSION ?

Il est vrai que certains apologistes de la guerre de Sécession prétendent que celle-ci, malgré tous ses défauts, a tout de même entraîné l'élimination légale du phénomène de l'importation forcée de main-d'œuvre. Nous ne nierons pas que ce modèle de gestion de la force de travail était tout à fait regrettable, et je suis moi-même un abolitionniste. Il n'empêche qu'on serait très certainement arrivé au même résultat, à savoir le remplacement de l'esclavage par des ressources humaines plus « propres », si on avait laissé le marché fonctionner sans entraves.

Pour prouver qu'il en est bien ainsi, je vous inviterai à participer à ce qu'Albert Einstein appelait une petite « expérience mentale ». Supposons que l'importation forcée de main-d'œuvre ne soit pas illégale, que l'esclavage existe toujours et qu'il soit relativement facile de posséder un esclave. A votre avis, quel serait le niveau de rentabilité de l'emploi d'un esclave – de nos jours, à Tampere, par exemple

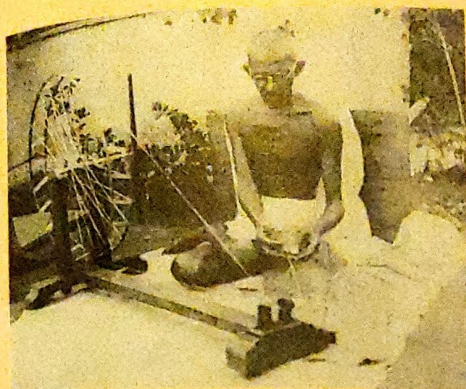
A Busy Day in the Cotton Field

S-534



«Une journée bien remplie dans le champ de coton», carte postale éditée dans le sud des Etats-Unis, années 1940.

un monde meilleur



Le Mahatma Gandhi en train de tisser, vers la fin des années 1920.

Voyons un peu... Un vêtement produit en Finlande coûte minimum 50 dollars. Deux repas chez McDonald's reviennent à peu près à 10 dollars. Un logement, même le plus exigü et le moins cher possible, coûte probablement 250 dollars par mois. Pour que votre esclave puisse travailler correctement, vous aurez à payer ses soins – si son pays d'origine souffre d'une forte pollution, ça risque de vous coûter très cher. Et, bien entendu, vu la législation sur le travail des enfants, la main-d'œuvre juvénile est pratiquement inaccessible.

Maintenant, imaginons que votre esclave reste chez lui – mettons au Gabon. Dans ce pays, pour 10 dollars, ce ne sont pas deux repas que vous pouvez lui offrir, mais tous ses repas pendant deux semaines. Pour 250 dollars, vous pouvez le loger pendant deux ans, pas pendant seulement un mois. Et avec 50 dollars, vous l'habiliez de pied en cap pour toute la durée de son existence ! De même, le coût des soins est tout à fait minime. Et, pour couronner le tout, il n'y a pas de limite d'âge pour occuper un emploi.

Mais celui qui profite le plus de la délocalisation du travail, c'est l'esclave lui-même, vu qu'au Gabon vous n'avez plus besoin de le priver de sa liberté ! Et ce essentiellement parce que vous n'avez plus à récupérer votre investissement initial en frais d'importation, et que la perte potentielle liée à une possible fuite se limite au coût de la formation rudimentaire que vous lui avez offerte.

Par conséquent, l'esclave peut jouir de sa liberté et, au lieu d'un esclave, vous avez un salarié ! Autre facteur éminemment positif pour le moral de vos esclaves – de vos salariés ! –, ils peuvent se payer le luxe de rester dans leur environnement naturel, et ils n'ont pas besoin d'émigrer vers des horizons lointains où ils risqueraient d'être victimes de désagréments tels que le mal du pays ou le racisme.

Il apparaît donc clairement que si le Nord et le Sud avaient simplement laissé fonctionner librement le marché, ils n'auraient de toute façon pas tardé à abandonner l'esclavage au profit d'un système plus efficace. (...)

La Grande-Bretagne du XIX^e siècle, tout comme le sud des Etats-Unis, traversait une ère de prospérité sans précédent. Grâce à l'invention du métier à filer, l'argent coulait à flots, la liberté s'épanouissait et les perspectives étaient plus que prometteuses. Tout comme l'égreneuse de coton avait facilité la transformation industrielle du coton brut du Sud, le métier à filer britannique permettait de transformer le coton industriel en produits finis, et la Grande-Bretagne était devenue un gigantesque atelier de production de textiles en série.

Comme dans le Sud, tout ce dont le pays avait besoin, c'était d'une main-d'œuvre capable de fabriquer le matériau brut requis par cette nouvelle technologie. Les Britanniques choisirent une approche innovante : au lieu d'importer à grands frais des travailleurs d'outremer, comme l'avait fait le Sud, ils délocalisèrent la production chez les travailleurs : en Inde.

LES PROBLÈMES DE LA DÉLOCALISATION

Evidemment, dès le départ, ça a posé pas mal de problèmes. Pendant des milliers d'années, l'Inde avait fabriqué les meilleurs produits textiles du monde, et les travailleurs se sentaient passablement humiliés d'être réduits à fournir des matériaux bruts pour l'industrie britannique.

Un des principaux fauteurs de trouble était Mohandas Gandhi, un individu plutôt sympathique et bien intentionné qui voulait aider ses compatriotes, mais qui ne comprenait pas les avantages de l'ouverture des marchés et du libre-échange. Gandhi croyait qu'en « comptant sur ses propres forces » – soit, en réalité, en instaurant le protectionnisme –, l'Inde pouvait prospérer et renouer avec ses traditions textiles d'antan.

Ces idées passablement naïves devinrent extrêmement populaires, et une grande partie des habitants de l'Inde se soulevèrent contre le système de management britannique. Les Britanniques furent même finalement obligés de quitter le sous-continent !

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette expérience malheureuse ? Il apparaît clairement qu'en Inde le principal problème était l'absence de commu-

nication entre le management et les travailleurs. Pour tant, quelques ajustements mineurs auraient permis aux Britanniques de maintenir l'Inde sur la voie de la modernité.

Il apparaît clairement qu'en Inde le principal problème était l'absence de communication entre le management et les travailleurs.

Ainsi, par exemple, une des initiatives de Gandhi et de ses partisans antimondialistes était de fabriquer leurs propres vêtements à domicile, action censée symboliser leur autonomie par rapport au commerce du coton, qu'ils percevaient comme une oppression. Eh bien, comme n'importe quel étudiant en gestion pourrait vous l'expliquer, si les employeurs britanniques avaient su intégrer les préoccupations de leurs salariés indiens, ils auraient pu trouver une solution appropriée – comme, par exemple, produire une ligne de vêtements imitant le style artisanal traditionnel tant prisé par les Indiens. D'ailleurs, de nos jours, on trouve ce genre de vêtements dans des catalogues de produits exotiques et new age du genre PierImport. Mais, bien entendu, ce n'était pas là un concept familier aux Britanniques de l'époque, c'est pourquoi ils n'en ont rien fait. (...)

La situation est critique : une bonne partie de la population mondiale souffre d'une hypersensibilité un peu fébrile face à ce qu'elle croit être les problèmes de la mondialisation. En quelque sorte, le syndrome de Gandhi est devenu une pathologie quasi universelle qui peut déboucher sur des initiatives tout à fait extrémistes. Il nous faut donc mobiliser toutes les ressources à notre disposition pour donner un coup de pouce au marché et aider les entreprises, pour nous assurer que tout fonctionne pour le mieux, dans la société comme dans la nature.

Cette conférence est l'un des nombreux canulars réalisés par le collectif des Yes Men. Au début des années 2000, grâce à un faux site de l'OMC, il se font inviter à plusieurs réunions économiques où ils présentent leur « expertise » devant un public enchanté. Leurs performances sont visionnables sur : <http://theyesmen.org/>